

**Art. 29.** La subvention totale est récupérée dans les 10 ans après la fin des investissements, sous réserve de l'application des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 et la loi du 7 juin 1994 modifiant l'arrêté royal du 31 mai 2033 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature, qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, en cas de :

1° faillite, liquidation, concordat judiciaire, abandon d'actif, dissolution, vente volontaire ou judiciaire, fermeture dans le cadre d'une opération de restructuration socio-économique avec perte d'emplois, si ces faits se présentent dans les 5 ans après la fin de des investissements subventionnés;

2° aliénation ou changement de l'affectation originale ou de l'utilisation des investissements subventionnés dans les 5 ans après la fin desdits investissements;

3° non-respect de la législation en matière d'environnement et de la législation en matière d'aménagement du territoire dans les 5 ans après la fin des investissements subventionnés;

4° non-respect des procédures légales d'information et de consultation en cas de licenciement collectif dans les 5 ans après la fin des investissements subventionnés;

5° non-respect des conditions imposées par le décret ou le présent arrêté.

**Art. 30.** En cas de récupération, le taux d'intérêt de référence européen pour la récupération des aides publiques accordées indûment, sera appliqué à partir de la date de la mise en demeure.

#### CHAPITRE VIII. — Prescription

**Art. 31.** Les demandes de paiement doivent être introduites dans les 6 mois à l'issue de la création ou de la modernisation de l'immeuble.

#### CHAPITRE IX. — Dispositions finales

**Art. 32.** L'agence peut à tout moment contrôler le respect des dispositions du présent arrêté.

Sauf en cas de force majeure, le Ministre peut décider, sur la proposition de l'agence, d'exclure à l'avenir les bénéficiaires qui ne respectent pas les conditions générales de subvention de la subvention de projets sur la base du présent arrêté

**Art. 33.** Les demandes de subvention pour immeubles d'exploitation, introduites avant le jour d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont traitées suivant l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 septembre 2003 relatif au subventionnement des terrains d'activités économiques, des parcs scientifiques et des immeubles d'exploitation.

**Art. 34.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 35.** Le Ministre flamand ayant la politique économique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 mai 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Y. LETERME

La Ministre flamande de l'Economie, de l'Entreprise, des Sciences, de l'Innovation et du Commerce extérieur,  
F. MOERMAN

#### VLAAMSE OVERHEID

N. 2007 — 2649 (2007 — 669)

[C - 2007/35853]

**8 DECEMBER 2006. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 8 september 2000 betreffende de financiering van de Bijzondere Onderzoeksfondsen aan de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap. — Errata**

*Belgisch Staatsblad van 8 februari 2007, blz. 6356 - 6375*

In het genoemde besluit moeten op blz. 6358 (Nederlandse tekst) en 6372 (Franse tekst), in artikel 7, de woorden « Hoofdstuk IV<sup>ter</sup> » en « Chapitre IV<sup>ter</sup> » telkens vervangen worden door de woorden « Hoofdstuk IV<sup>bis</sup> » en « Chapitre IV<sup>bis</sup> ».

Op blz. 6359 (Nederlands) en 6372 (Frans) moeten in het toegevoegde artikel 14<sup>quater</sup>, § 2, 4°, de woorden « art. 14<sup>novies</sup> » vervangen worden door de woorden « art. 14<sup>octies</sup> »;

in artikel 14<sup>quater</sup>, § 2, 5° moeten de woorden « art. 14<sup>octies</sup> » vervangen worden door de woorden « art. 14<sup>novies</sup> ».

Op blz. 6360 (Nederlands) en 6373 (Frans) moeten onder « Afdeling 4. – Evaluatie » en onder « Section 4. Evaluation » de woorden « Art. 14<sup>novies</sup>. § 1. » vervangen worden door de woorden « Art. 14<sup>octies</sup>. § 1. ».

Op blz. 6360 (Nederlands) en 6374 (Frans) onder « Afdeling 5. - Beëindiging van de financiering » en « Section 5. Arrêt du financement » moeten de woorden « Art. 14<sup>octies</sup>. § 1. » vervangen worden door de woorden « Art. 14<sup>novies</sup>. § 1. ».

Op dezelfde bladzijden moeten onder « Afdeling 6. – Organisatorische elementen » en « Section 6. – Eléments organisationnels » de woorden « Art. 14<sup>octies</sup>. § 1. » vervangen worden door de woorden « Art. 14<sup>novies</sup>. § 1. »

Op blz. 6361 (Nederlands) en 6374 (Frans) moeten onder « Afdeling 7. - Rapportering » en « Section 7. - Etablissement de rapports » in artikel 14<sup>ter decies</sup>. § 2. » de woorden « artikel 14<sup>novies</sup>, § 2, » vervangen worden door de woorden « artikel 14<sup>octies</sup>, § 2, ».

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

F. 2007 — 2649 (2007 — 669)

[C — 2007/35853]

**8 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 septembre 2000 relatif au financement des fonds spéciaux de recherche auprès des universités en Communauté flamande. — Errata***Moniteur belge* du 8 février 2007, pp. 6356 - 6375.

Dans l'article 7 de l'arrêté précité, pages 6358 (texte néerlandais) et 6372 (texte français), les mots "Hoofdstuk IVter" et "Chapitre IVter" doivent chaque fois être remplacés par les mots "Hoofdstuk IVbis" et "Chapitre IVbis".

Aux pages 6359 (texte néerlandais) et 6372 (texte français), article 14<sup>quater</sup>, § 2, 4<sup>o</sup>, les mots "art. 14<sup>novies</sup>" doivent être remplacés par les mots "art. 14<sup>octies</sup>";

dans l'article 14<sup>quater</sup>, § 2, 5<sup>o</sup>, les mots "art. 14<sup>octies</sup>" doivent être remplacés par les mots "art. 14<sup>novies</sup>".

Aux pages 6360 (texte néerlandais) et 6373 (texte français), "Afdeling 4. - Evaluatie" et "Section 4. - Evaluation", les mots "Art. 14<sup>novies</sup>. § 1<sup>er</sup>" et "Art. 14<sup>novies</sup>. § 1<sup>er</sup>." doivent respectivement être remplacés par les mots "Art. 14<sup>octies</sup>. § 1<sup>er</sup>" et "Art. 14<sup>octies</sup>. § 1<sup>er</sup>."

Aux pages 6360 (texte néerlandais) et 6374 (texte français), "Afdeling 5. - Beëindiging van de financiering" et "Section 5. - Arrêt du financement", les mots "Art. 14<sup>octies</sup>. § 1<sup>er</sup>" et "Art. 14<sup>octies</sup>. § 1<sup>er</sup>" doivent respectivement être remplacés par les mots "Art. 14<sup>octies</sup>. § 1. » et "Art. 14<sup>octies</sup>. § 1<sup>er</sup>."

Aux mêmes pages, "Afdeling 6. - Organisatorische elementen" et « Section 6. - Eléments organisationnels » les mots "Art. 14<sup>octies</sup>. § 1. » et "Art. 14<sup>octies</sup>. § 1<sup>er</sup>» sont respectivement remplacés par les mots "Art. 14<sup>novies</sup>. § 1. » et "Art. 14<sup>novies</sup>. § 1<sup>er</sup>."

Aux pages 6361 (texte néerlandais) et 6374 (texte français), "Afdeling 7. - Rapportering" et "Section 7. - Etablissement de rapports", article 14<sup>ter</sup> *decies*. § 2, les mots "Art. 14<sup>novies</sup>, § 2," doivent être remplacés par les mots "Art. 14<sup>octies</sup>, § 2,".

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

## MINISTERE

## DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 2650

[C — 2007/31223]

**19 AVRIL 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant des subventions dans le cadre du Plan sécurité pour l'année 2007**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, modifié par les lois spéciales du 13 juillet 2001, du 25 avril 2004 et du 13 septembre 2004;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 4, modifié par les lois spéciales du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993 et du 27 mars 2006;

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, notamment les articles 92 à 95;

Vu l'ordonnance du 22 décembre 2006 contenant le budget de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2007, notamment les crédits disponibles inscrits aux allocations de base 14.34.24.63.21 et 14.34.25.43.22;

Considérant que dans sa déclaration de Gouvernement du 20 juillet 2004, l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale s'engage à soutenir les efforts des acteurs de terrain afin d'améliorer la sécurité au sein de la Région de Bruxelles-Capitale dans une optique de prévention intégrée;

Considérant les termes de la circulaire du 22 février 2007 relative au Plan Sécurité en Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que les mesures contenues dans le Plan Sécurité de la Région bruxelloise ont pour objectif de permettre aux 19 communes, en leur qualité d'opérateurs de première ligne, de renforcer leur intervention vis-à-vis des jeunes, surreprésentés dans les faits de criminalité comme auteurs d'actes de délinquance mais aussi en tant que victime de ces actes;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a instauré, par la circulaire du 22 février 2007 précitée, trois subsides régionaux afin de soutenir les communes dans la réalisation de l'objectif du Plan de sécurité régional;

Considérant les projets introduits par les communes afin d'obtenir l'octroi de ces subsides;

## MINISTERIE

## VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 2650

[C — 2007/31223]

**19 APRIL 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van subsidies in het kader van het Veiligheidsplan voor het jaar 2007**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid op artikel 6 § 1, VIII, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 13 juli 2001, 25 april 2004 en 13 september 2004;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 5 mei 1993, 16 juli 1993 en 27 maart 2006;

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, inzonderheid op de artikelen 92 tot en met 95;

Gelet op de ordonnantie van 22 december 2006 houdende de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2007, inzonderheid op de beschikbare kredieten ingeschreven op de basisallocaties 14.34.24.63.21 en 14.34.25.43.22;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering er zich in haar regeringsverklaring van 20 juli 2004 toe verbonden heeft de inspanningen van de terreinactoren te steunen met het oog op een verbetering van de veiligheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanuit een geïntegreerde preventiebenadering;

Gelet op de omzendbrief van 22 februari 2007 met betrekking tot het Veiligheidsplan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de maatregelen vervat in het Veiligheidsplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot doel hebben de 19 gemeenten in hun hoedanigheid van eerstelijnsoperatoren in staat te stellen hun optreden te versterken ten aanzien van jongeren, die oververtegenwoordigd zijn wat betreft criminele feiten, als dader, maar ook als slachtoffer;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met voornoemde omzendbrief van 22 februari 2007 drie gewestelijke subsidies heeft ingevoerd om de gemeenten te helpen de doelstelling van het gewestelijk veiligheidsplan te verwezenlijken;

Gelet op de projecten die door de gemeenten werden ingediend met het oog op het bekomen van deze subsidies;